



**SECTION**



**DORDOGNE**

Syndicat **Force Ouvrière** des Finances Publiques  
Section locale **FO DGFIP 24**  
DDFiP de la Dordogne  
15 rue du 26<sup>ième</sup> Régiment d'Infanterie  
24 000 PERIGUEUX  
\*\*\*\*\*  
☎ : 06-86-83-13-88  
@ : fo.ddfip24@dgfip.finances.gouv.fr  
Site web : [www.fo-dgfip-sd.fr/024/](http://www.fo-dgfip-sd.fr/024/)

**CSAL du 16 janvier 2024**  
**DÉCLARATION LIMINAIRE**

Monsieur le Président,

Nous sommes convoqués pour ce CSAL afin de « donner notre avis » sur l'exercice emplois 2024.

En gros et en gras vous annoncez une évolution positive, mais nous pensons qu'il s'agit là, d'un exercice d'apprenti sorcier avec comme formule :

Un choix politique de « démétropolisation » des services de Bercy pour les installer dans les territoires.

En réalité et en parallèle vous démantelez les services locaux, ce qui constitue un prolongement déguisé du Nouveau Réseau de Proximité ou Nouvelle Restructuration de Proximité :

La destruction au plus près du citoyen !!

Ces services re(dé)localisés constituent un jeu de dupes pour les usagers et les collectivités locales.

Le service public de proximité tant attendu par nos concitoyens et concitoyennes n'est pas au rendez-vous.

Ces suppressions d'emplois n'ont que des conséquences négatives et engendrent :

- Pour les collègues : toujours plus de stress dû à la charge de travail
- Pour les usagers : un accueil toujours plus "virtuel" avec fermetures des services de proximité, "tout internet" et plates-formes de contact...
- Pour les collectivités locales : la perte d'interlocuteurs de proximité (avec les fermetures de trésoreries) remplacés par des services industrialisés de gestion. Regardez dans notre département comment la proximité du SAR RéOMI avec l'ordonnateur est appréciée de ce dernier, et surtout l'efficacité du service rendu
- Pour la sphère fiscale, qui assure le consentement à l'impôt face aux enjeux budgétaires, des services de plus en plus pilotés par le numérique et l'intelligence artificielle, bien loin des problématiques et réalités de terrain, notamment pour le contrôle fiscal.

Ce ne sont pas les formations au management, amélioreront les situations.

**F.O.-DGFIP** vous alerte depuis de nombreuses années sur les conséquences néfastes des réformes qui s'empilent avec dans le même temps des suppressions d'emplois injustifiées aux vues des charges de travail.

Force est de constater que nous n'avons jamais été entendus sur ces sujets, comme sur bien d'autres d'ailleurs.

### **Retour vers le Futur ou comment ne pas tirer les enseignements de France Télécom.**

Dans cette même pièce, il y a quelque temps **F.O.-DGFIP24** vous faisait observer que vous parliez de plus en plus de productivité.

Faut-il vous rappeler que nous exerçons une mission de service public qui a pour but la satisfaction de l'Intérêt Général ? Or comment parler de gains de productivité alors que nous réalisons une mission de service public ?

Le service public n'est pas là pour faire gagner de l'argent sur le dos des agents et des usagers mais bien pour rendre un service public de qualité.

Il est inacceptable de considérer que la Direction Générale arrive à des gains de productivité alors qu'une augmentation des charges est réelle.

Le tour de passe-passe national du Ministre illusionne 148 créations d'emploi et présente les « - 200 emplois » pour 2023 comme « une bonne nouvelle » .

Les redéploiements sont au nombre de 471 emplois.

Ce stratagème permet aux Directions de revendiquer un solde positif lors des CSA emplois locaux.

Pour **F.O.-DGFIP24**, cette manipulation des chiffres est clairement malhonnête et sûrement peu digne d'une administration régaliennne qui se veut exemplaire.

Pour rappel la moitié des suppressions d'emplois de fonctionnaires d'État est ciblée et supportée par notre administration, alors qu'elle ne représente que moins de 6 % des effectifs de l'État.

Il n'est plus possible de demander aux agents de faire toujours plus de travail avec toujours moins d'effectif.

Au niveau local, nous somme sollicités à hauteur de 5 emplois bruts et dans les documents de travail, vous indiquez un solde négatif de 4 emplois.

Pour **F.O.-DGFIP24** ce sont encore 4 emplois de supprimer en trop et si nous siégeons aujourd'hui ce n'est bien sur pas pour cautionner cet état de fait mais pour voter contre.

#### **Les représentants **FO** DGFIP24:**

##### **Titulaires**

François-Vincent SCRIBE (absent)

Chantal DESCRIAUD (avec voix délibérative)

##### **Suppléantes**

Cathy HEBRANT (absente)

Fabienne CAVANTOU (avec voix délibérative)

##### **Expert(e)s**

Sabrina BENDERRADJI

Gaëtan LEJEUNE

**Rejoignez **FORCE OUVRIÈRE** – Le syndicat qui reste un syndicat Libre et Indépendant**

**1<sup>ère</sup> Organisation Syndicale dans la Fonction Publique d'État**

**Pour nous le plus important c'est **FOR**cément vous**